

VENEZUELA

Chavez se veut la voix de l'«anti-impérialisme» au Sommet des Amériques

Le président vénézuélien Hugo Chavez mise sur le Sommet des Amériques, son premier rendez-vous avec son homologue américain Barack Obama, pour renforcer le camp de l'«anti-impérialisme», dont il se présente comme la figure de proue.

«Nous sommes en train de préparer l'artillerie», a clamé le bouillant dirigeant socialiste à quelques jours du sommet du 17 au 19 avril à Trinidad et Tobago, qui réunira l'ensemble des pays du continent, à l'expection de Cuba, exclu depuis 1962 de l'Organisation des Etats américains (OEA). Proche allié

du leader cubain Fidel Castro, M. Chavez a prévu de dénoncer à Port-of-Spain, l'absence de l'île communiste et de réclamer la fin de l'embargo économique imposé depuis 47 ans par les Etats-Unis.

«Pourquoi Cuba n'est pas au sommet des Amériques ? Ce sera l'une des premières questions qui résonnera à

Trinidad», a-t-il annoncé, promettant d'«exiger de l'empire que dirige Obama lève l'embargo».

La rencontre entre les deux hommes pourrait être l'un des moments forts du sommet. M. Chavez, qui avait fait de l'ex-président américain George W. Bush sa cible principale, a jusqu'ici adopté une posture plutôt modérée à l'égard de son successeur, dont il avait salué l'«élection historique». Il a depuis durci le ton à l'égard de Barack Obama. Les

Latino-Américains de gauche ne partagent pourtant pas tous la vision conflictuelle de M. Chavez, à l'image des chefs d'Etat modérés du Chili, Michelle Bachelet, et du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva. Pour Lula, l'élection d'Obama «est une opportunité pour l'Amérique latine d'établir une nouvelle relation avec les Etats-Unis».

Le président américain a commencé à assouplir les sanctions contre La Havane, en levant lundi les restrictions sur les visites et l'envoi d'ar-

gent des Cubano-Américains sur l'île. Une mesure considérée toutefois comme une «aumône» par Fidel Castro.

«Si Obama parle à Port-of-Spain comme il l'a promis (...), les leaders latino-américains devront être prêts à entamer une (nouvelle) étape débarrassée des vieux complexes dans les relations entre le Nord et le Sud», a admis l'ex-chef de la diplomatie vénézuélienne Simon Consalvi, dans un entretien au quotidien de Caracas *El Nacional*.

SOMALIE

60 000 déplacés de retour à Mogadiscio depuis le début de l'année

Environ 60 000 personnes, déplacées par le conflit en Somalie, sont rentrées à Mogadiscio grâce à la diminution de la violence dans la capitale somalienne depuis le début de l'année, a annoncé mardi le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

«La majorité de ces personnes vivait dans des camps de déplacés dans les régions de Lower et Middle Shabelle dans le centre-sud de la Somalie et les régions de Hiraan, Galgaduud et Mudug, dans le centre de la Somalie», indique un communiqué du HCR.

Les conditions de vie sont très précaires dans ces camps. En outre selon le HCR, quelque 2 200 réfugiés sont

rentrés du Kenya, 300 du Yémen et 20 d'Ethiopie notamment. Ces déplacés rentrent principalement dans les quartiers de Yaaqshiid, Wardhiigleey, Heliwaa et Hawl Wadaag, au nord-est de Mogadiscio.

«Bien que Mogadiscio ait connu un calme relatif en mars, les combats qui ont éclaté à la fin mars entre des groupes armés d'opposition et les forces gouvernementales ont déplacé

environ 1 200 personnes», relève le HCR. «Malgré le fait que ces retours soient un signe positif (...), le HCR n'encourage pas à l'heure actuelle les retours à Mogadiscio à cause du caractère volatile de la situation et du manque de services de base», prévient le HCR.

Les déplacés de retour font face «à de multiples problèmes, notamment l'absence d'hébergement adéquat» étant donné la destruction des maisons lors des combats, selon la même source. Le HCR espère «dès que possible» pouvoir «réinstaller des personnels nationaux et internationaux à

Mogadiscio», en fonction de la situation, a-t-il dit à l'AFP.

La Somalie, pays pauvre de la Corne de l'Afrique, est déchirée par une guerre civile depuis 1991, dont les civils sont les principales victimes.

Les islamistes radicaux, appelés «shebab», sont à la tête d'une insurrection dans le pays. Ils ont fait savoir, ces derniers mois, leur opposition au président somalien, l'islamiste modéré Sharif Sheikh Ahmed élu fin janvier à la tête du pays, et ont promis de poursuivre leurs attaques contre les forces gouvernementales en vue de parvenir au départ du président Ahmed.

LIBAN

Arrestation d'un général en retraite accusé d'espionnage pour Israël

Un général libanais à la retraite a été arrêté sous l'accusation d'espionnage pour le compte d'Israël, a annoncé hier un responsable des services de sécurité. «Le général a été arrêté récemment mais nous ne pouvons donner aucune information détaillée avant la fin de l'enquête», a déclaré à l'AFP ce responsable qui a requis l'anonymat.

L'officier supérieur, identifié par son prénom, Adib, avait servi au sein des Forces de sécurité intérieure. Il est suspecté d'avoir fourni ces dernières années à l'Etat hébreu des informations sur les services de sécurité libanais et le mouvement chiite Hezbollah.

Selon les médias libanais, son épouse a également été arrêtée. Plusieurs Libanais ont été arrêtés ces derniers mois sous l'accusation d'espionnage au profit d'Israël. Les accusés risquent la peine capitale, le Liban étant encore techniquement en guerre avec l'Etat hébreu.